

RÉFLEXION SUR L'EUROPE

L'Union européenne est sans doute la plus belle et la plus grande réalisation politique de l'Histoire : la première fois que des peuples cessent de se battre et de se dominer pour au contraire, vivre ensemble et mieux, la première fois dans l'Histoire que des peuples réussissent à s'unir aussi intelligemment dans la sagesse, le respect mutuel et la négociation permanente. Toutes les chancelleries du monde nous admirent et n'osent rêver d'en faire autant chez eux tant c'est impossible. Ils ont choisi de le faire de manière progressive en commençant par ce qui était possible, c'est à dire pragmatiquement réalisable. Comprenant qu'ils ont plus intérêt à avoir des voisins forts que faibles, ils se respectent tout en défendant hardiment leurs intérêts nationaux.

C'est une utopie et nous sommes en train de la réaliser lentement et péniblement. Pourtant nous connaissons encore bien mal nos voisins. Qui a parcouru plus de sept ou huit pays d'Europe alors qu'il y en a trente-cinq ? Qui sait par exemple que l'Europe vit encore un grand nombre de conflits internes et que ceux-ci sont capables de dégénérer ? Qui sait réellement ce qu'il peut attendre de la construction européenne ? Qui sait ce qu'est une fédération ? Qui a des idées sur les frontières orientales de l'Europe, faut-il intégrer les pays demandeurs que sont à des degrés divers, la Turquie, l'Ukraine, la Géorgie et d'autres encore ? Sur ces sujets, voici quelques idées trop peu connues.

LES CONFLITS INTERNES DE L'EUROPE

Il y a aujourd'hui en Europe une bonne quinzaine de conflits, ils sont plus graves qu'on ne le croit, au point de pouvoir dégénérer en luttes armées ou en guerres civiles. La plupart sont en sourdine parce que le développement de l'Union européenne estompe peu à peu les frontières et laisse espérer des organisations nouvelles. L'Union s'est construite pour éviter la guerre en Europe, pour mettre en œuvre le "plus jamais ça" après l'horreur extrême des guerres du xx^e siècle. Ce n'était pas une simple vue de l'esprit puisque notre continent habite encore aujourd'hui des conflits communautaires graves. Ils sommeillent mais peuvent éclater et en entraîner d'autres comme on l'a vu dans l'ex-Yougoslavie. En voici quelques exemples.

Suite à la première guerre mondiale, la Hongrie fut contrainte de céder la Croatie à la Yougoslavie, la Transylvanie à la Roumanie et une partie de la Slovaquie à la Tchécoslovaquie. Les populations concernées restent toujours extrêmement sensibles à cette expatriation forcée. Ainsi, les **Roumains de Transylvanie** se définissent d'abord comme Hongrois et ensuite comme Roumains. Ils sont un million et demi. Ils parlent le hongrois chez eux et dans leur localité, mangent selon les coutumes hongroises, vont dans des écoles hongroises, etc. Ils n'aiment rien de ce qui est roumain. Pour comprendre l'intensité de ce sentiment, on peut imaginer ce que serait le nôtre si les arabes devenaient si nombreux en France que leur langue était devenue obligatoire dans les écoles. Ce sentiment est donc très fort au point de pouvoir se transformer en conflit grave s'il n'y avait l'espérance d'une issue à cette situation "intolérable". Cette espérance se situe dans l'Europe dont l'émergence calme les passions, relativise les difficultés et apporte la prospérité. La peur étant source de conflit, il suffirait de peu de choses pour entrer dans des dynamiques conflictuelles. La Roumanie abrite aussi de nombreuses minorités ethniques comme les **Tziganes** et les **Szeklers**. Les seconds réclament leur autonomie sur la base de leur origine ethnique et la reconnaissance de leur identité. Les premiers au nombre de 600 000 forment une véritable communauté, haïe par les Roumains qui disent les reconnaître à leur pauvreté et à leurs manières. Leurs coutumes diffèrent de celle des Roumains. On les retrouve aussi dans d'autres pays d'Europe mais en quantité moindre et de manière moins conflictuelle. En quoi cette conflictualité peut-elle devenir grave ? Tout simplement en ce que la haine peut un jour exploser et se transformer en nettoyage ethnique comme cela s'est produit au Kosovo en 1998. Et cette animosité est toujours forte chez les Roumains. L'usage de plusieurs

langages ne facilite pas les choses, notamment dans l'éducation, la loi et l'administration. Le nom des rues et les indications des institutions sont écrits en hongrois, en allemand et en roumain dans les villes de Transylvanie.

Moldavie : Il y a trois Moldavie. La première, à l'ouest, la plus grande est une province de Roumanie, elle rêve de réunification avec sa voisine de l'est (hors de l'UE) avec laquelle elle partage une histoire culturelle et linguistique. La seconde est indépendante depuis 1991, capitale Chisinau. Elle est séparée d'une troisième région plus orientale, pro-russe, la Transnistrie, capitale Tiraspol, à la suite d'une guerre civile sanglante soutenue par la Russie. Le fait qu'en 2004, des écoles en langue roumaine aient été fermées en Transnistrie et l'accès aux salles de classes interdit par l'Armée, n'est que l'une des nombreuses illustrations de cette tension. Le retrait des troupes russes n'a jamais eu lieu. Au sein de la seconde région, se trouvent des petites enclaves où l'autorité de Chisinau ne s'exerce pas (Gagaouzie). La troisième région dispose à elle seule de 85 % de la puissance économique de la Moldavie, alors qu'elle ne représente que 18 % de son territoire. Cet émiettement du pays et les attirances occidentales de l'Ukraine et de la Moldavie (seconde région citée) risquent d'engendrer un nouveau conflit impliquant la Russie. La pauvreté, le commerce d'armes et d'enfants et le trafic d'organes sont les témoins de cette instabilité.

La Croatie et la Slovénie se disputent encore la délimitation d'une frontière maritime. La Slovénie, soutenue par l'Italie, est en désaccord avec son voisin croate sur le problème d'accès à la mer Adriatique. Malgré la décision d'un tribunal européen en 2017 favorisant la Slovénie, la Croatie en refuse l'application.

En Croatie, un certain nombre de problèmes demeurent, notamment concernant le droit des minorités et le droit au retour des Serbes de Croatie. Si le gouvernement Racan a fait adopter une loi sur les minorités qui leur garantit une meilleure représentation au Parlement, en pratique, le communautarisme prévaut. Ainsi, l'Express rapporte que Zagreb subit toujours une sorte d'apartheid, où les lycéens se traitent de « Tchetchik » et d' « Oustachi ». A l'école maternelle, les enfants sont également séparés selon leur ethnie, Croates ou Serbes. Ces tensions ethniques étaient également mentionnées par Amnesty International en mai dernier dans un rapport soulignant « le manque de volonté des autorités d'enquêter de manière prompte et approfondie sur les agressions violentes, par des acteurs non étatiques, de personnes retournées en Croatie et de membres de minorités ethniques ». Enfin s'ajoute le problème de la restitution des biens. Seul un tiers des 300.000 Serbes est rentré, mais des difficultés en matière de restitution de leur propriété, de reconstruction des maisons et de validation des papiers d'identité demeurent encore.

En Bosnie, après la guerre bosno-serbe de la fin des années 90, le statut du pays ne tient toujours pas debout : il maintient deux régions qui sont à la fois séparées par une frontière géographique et religieuse mais officiellement unies. L'économie n'est pas repartie, le pays est exsangue, il est encore déchiré par des communautés qui se regardent en chiens de faïence dans la tristesse et l'impossible espoir de reconstruire leur pays. Cette animosité est profonde car elle s'appuie fondamentalement sur fond de haine religieuse et historique. Cette région d'Europe est majoritairement musulmane à 70%, comme aussi le Kosovo à 90%, l'Albanie à 90% et en partie la Macédoine à 40%. Les pays du golfe et la Turquie y investissent pour soutenir ce foyer d'islam en Europe au grand dam de leurs voisins chrétiens de Croatie et orthodoxes de Serbie.

Le Kosovo, après sa guerre avec la Serbie, est géré de manière indépendante sous contrôle international. La population albanaise, majoritairement musulmane, représente 95% de la population et ne veut plus entendre parler des Serbes, majoritairement chrétiens orthodoxes. Elle est regroupée notamment au Nord et dans quelques enclaves que les Kosovars contrôlent de moins en moins et où ils obéissent de plus en plus à Belgrade qu'à Pristina. La situation est bien plus compliquée qu'elle ne l'était auparavant et quasi anarchique. Le Kosovo reste très instable, source de conflit et sans espoir de négociation. Comme pour la Bosnie, il reste en état de grande faiblesse économique et politique.

L'Albanie, sa voisine, a été affaiblie par un communisme pur et dur jusqu'au début des années 90, et depuis par une corruption endémique qui pousse ses meilleurs éléments à émigrer vers l'Union Européenne. Les contraintes religieuses sont aussi un frein à la modernisation du pays.

La Macédoine est un pays coupé en quatre. Au nord, des populations serbes, à l'est des Turcs et des Bulgares, au sud des Grecs et à l'ouest des Albano-musulmans. Le malheur voulant qu'on soit orthodoxe au nord et au sud, mais musulman à l'est et à l'ouest, le pays est une poudrière, toujours prête à s'exciter. D'autant que les Albanais continuent de rêver à la grande Albanie. Les forces européennes calment le jeu sur place depuis 2003 mais cela n'est pas sans danger.

Les Sudètes forment une région au nord de la Tchéquie où vivaient 3,2 millions d'Allemands. Après la guerre, les haines étaient telles que l'expulsion vers l'Allemagne de 3 millions d'entre eux fut considérée par la communauté internationale comme la moins mauvaise des solutions et mise en œuvre. Privés de leur nationalité tchécoslovaque tous leurs biens furent confisqués. Les descendants des expulsés réclament le droit au retour, la restitution des biens et l'indemnisation des dommages subis. L'entrée de la Tchéquie dans l'Union et la libre circulation n'amortit que lentement cette tension qui reste vive.

L'île de Chypre est divisée entre une partie indépendante, d'origine grecque au Sud, prospère et orthodoxe, et une partie occupée par les Turcs au Nord (un tiers de l'île), pauvre et musulmane. Cette séparation est la conclusion d'une guerre sanglante entre les deux communautés en 1974. L'île de Chypre appartient de droit à l'Union européenne, y compris la partie turque mais l'acquis communautaire y est suspendu. Les haines restent vivaces. Le statut de l'île est un point de contentieux majeur entre la Turquie et l'Union européenne. La partie turque n'est pas reconnue par la communauté internationale. Entre les deux, une ligne de démarcation (la "ligne verte") est contrôlée par l'ONU. 80% de la population totale de l'île est dans la zone sud qui ne représente que 64% du territoire. L'économie chypriote souffre de la partition de l'île. De plus, les Britanniques y disposent de deux territoires (5% du total) en pleine souveraineté.

Le Pays basque est une zone de conflit potentiel après plusieurs années de terrorisme pour l'indépendance. Les armes sont rendues et l'autonomie donnée à cette région est très grande, mais des revendications vers l'indépendance demeurent. La population condamne majoritairement la violence mais reste sensible à la demande d'autonomie. Le conflit se répercute sur la partie basque de la France.

La Catalogne revendique majoritairement son indépendance comme l'ont montré les élections régionales de décembre 2017. Comme les processus n'ont pas été établis en concertation dans les cadres constitutionnels, la situation reste bloquée entre d'une part Madrid et les partisans de l'unité et d'autre part les partisans de l'indépendance. Les passions sont exacerbées et maintiennent cette région dans une situation conflictuelle qui pourrait dégénérer si les plus extrémistes prenaient les armes.

La Corse est depuis longtemps une région de revendication d'indépendance et d'attentats. Les armes se sont calmées et la revendication s'est tempérée vers plus d'autonomie. Elle n'en est que plus forte et le conflit reste latent. Il mérite d'être géré avec doigté pour ne pas exacerber les indépendantistes les plus extrémistes.

En Irlande, le conflit concerne la partie Nord de l'île divisée entre Protestants, liés au Royaume Uni, et Catholiques proches du reste de l'île, indépendante. Une guerre civile interminable a laissé des traces profondes dans la population mais elle n'est pas réglée définitivement et les passions restent vives. Des étincelles peuvent toujours remettre le feu aux poudres comme on le craint actuellement avec le Brexit qui conduit à remettre une frontière alors qu'elle est localement inacceptable.

L'Ukraine de l'Ouest rêve de l'Europe alors que sa partie Est se veut russe. L'Union Européenne n'ayant pas défini ses limites orientales, cela crée un conflit interne dans ce pays. Il est attisé par l'opportuniste Poutine toujours prêt à profiter des erreurs des occidentaux pour ré-

annexer d'anciens territoires soviétiques. Cette tension interne à l'Ukraine pourrait dégénérer en conflit d'une extrême gravité avec l'OTAN.

Kaliningrad, autrefois Königsberg est une petite région, grande comme trois départements français, qui porte le nom de sa ville principale et compte 800 000 habitants. Autrefois d'origine allemande elle fut annexée par les Soviétiques en 1945. Bien que située entièrement dans l'Union, entre la Pologne et les Pays Baltes, et sans liaison territoriale avec la Russie, elle est russe. Sa position sur les bords de la Baltique lui confère une évidente valeur stratégique que Moscou n'a de cesse de renforcer. Depuis l'annexion russe de la Crimée, après celles, fort peu connues, des provinces géorgiennes de l'Adjarie et de l'Ossétie du sud, les Pays Baltes (enclavés entre Russie et Kaliningrad) craignent un coup de force russe qui les rattacherait à la Russie avant que l'OTAN n'ait le temps d'intervenir. Cette crainte augmente à mesure des fortes dispositions militaires que prend actuellement Poutine à Kaliningrad sous l'œil imprévisible de Trump qui veut se dégager militairement de l'Europe. De nombreux spécialistes pensent que cette région est aujourd'hui la plus dangereuse d'Europe.

Cette liste n'est pas complète. Il y a d'autres haines profondes, d'autres conflits loin d'être anodins, en Belgique par exemple entre Wallons et Flamands, ou à Gibraltar qui est un territoire anglais en Espagne. De nombreuses minorités se manifestent notamment en Europe centrale et de l'Est (minorités russes dans les Pays Baltes, en Pologne et dans les pays que contrôlaient les Soviétiques où les Russes sont encore nombreux et souvent haïs). Bien des Européens se définissent moins par leur nationalité que par leur régionalisme ou leur religion. Des questions de frontières sont encore latentes. L'émergence de l'Union européenne et des espoirs qu'elle suscite permet de relativiser leur importance, elles peuvent néanmoins ressurgir avec violence.

Conflits plus généraux. La peur de l'islamisation européenne porte un conflit potentiel d'une toute autre nature que les précédents mais qu'il faut évoquer pour sa gravité et son incidence sur la paix. Il y a d'une part l'agression islamiste qui, selon des stratégies dûment explicitées dans les livres de quelques grands penseurs de l'islamisme vise à instaurer l'hégémonie mondiale de leur religion et de leur culture. Il y a d'autre part la crispation générale des Européens devant l'immigration en provenance de l'Afrique qui laisse des millions de gens errant sans travail dans les banlieues avec toutes les conséquences qu'on connaît et surtout l'empreinte montante de l'islam et de sa culture régressive et radicale. Cela se traduit par une forte poussée des nationalismes, extrémismes et autres populismes (Pologne, Hongrie, Autriche, Slovaquie, Allemagne, Angleterre, Italie...). Poussés par leurs électeurs, de nombreux gouvernements choisissent des solutions radicales et nationalistes dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas porteuses de paix et qu'elles peuvent faire éclater l'Europe.

Dans ces conditions, l'idée européenne semble plus utopique. Il n'en est que plus urgent de rappeler quelques réalités.

LE FLOU DES FRONTIÈRES ORIENTALES DE L'EUROPE EST BELLIGÈRE

L'Ukraine n'aurait pas connu ses récents conflits avec la Russie si l'Union européenne l'avait clairement exclue de ses limites géographiques orientales. Le flou que nous avons entretenu sur le sujet a laissé penser aux Ukrainiens de l'Ouest qu'ils avaient la possibilité d'adhérer à l'Union, créant de ce fait de graves divisions internes avec leur Est russophile. En effet, Kiev est le berceau de la Russie et même si ces deux pays ont des différends, ils sont liés par leur histoire, leur langue et leur culture. Des deux côtés le sujet est ultra-sensible et traîne de lourdes casseroles comme la grande famine ukrainienne de 1932 causée par les Russes. Toute éventualité de rapprochement de l'Ukraine vers l'Union se traduit par une crispation de l'Est de leur pays et par un casus belli pour la Russie. Le désir d'unité des Ukrainiens, qui est réel, est en conflit avec leurs tendances europhiles et russophiles, au point de provoquer une guerre civile.

L'Union européenne aurait dû dire depuis longtemps qu'elle n'avait aucune volonté d'extension vers l'est de la Roumanie et de la Pologne et qu'elle considérerait l'Ukraine à la fois comme indépendante et partie d'un ensemble culturel russe. Elle peut encore le faire. Cela

détendrait beaucoup nos relations avec la Russie et plus généralement les relations Est-Ouest. Il importe de comprendre que la Russie nourrit une peur viscérale de l'expansionnisme européen en Ukraine, en Biélorussie, en Moldavie, en Géorgie et en Arménie, elle s'en protège comme de la peste par mille stratagèmes. Elle craint surtout les pulsions populaires et les mouvements internes qu'on rencontre aujourd'hui dans ces cinq pays forcément séduits par nos processus démocratiques, nos libertés, nos formes juridiques, notre respect des Droits de l'Homme et intéressés par les "Politiques européennes de voisinage" que nous y avons développées sous forme d'aides au développement sans considération des sensibilités existantes et des ambiguïtés de cette politique, par méconnaissance des réalités politiques et sociales.

Le discours européen devrait prendre en compte ce souci sous la forme : "Nous avons besoin d'une Russie forte et d'un ensemble économique russophone riche et pacifique. Nous proposons un débat et une négociation pour définir une frontière commune stable. Nous proposons de fixer notre frontière orientale à celles actuelles des Pays Baltes, de Kaliningrad, de la Pologne, de la Slovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Grèce. Nous proposons de nous engager à ne rien faire pour les étendre plus loin. Concernant la Moldavie où rien n'est clair, nous demandons cependant une négociation avec toutes les parties prenantes afin d'y fixer des limites claires et stables. En contrepartie, nous demandons à la Russie de s'engager à ne rien faire pour modifier sa frontière occidentale actuelle avec les Pays Baltes et à établir avec nous une dynamique de paix à Kaliningrad".

Plus au sud, **la Turquie** n'a rien à faire dans l'UE pour plusieurs raisons, la plus simple est qu'elle n'est pas en Europe mais en Asie. C'est une raison suffisante parce que son entrée ouvrirait la porte à toutes sortes de demandes inacceptables ou exotiques. (Par exemple, celle du Maroc, refusée en 1987 alors que le détroit de Gibraltar est comparable à celui du Bosphore).

La seconde raison est culturelle : la Turquie étant de culture musulmane aurait d'énormes difficultés à s'intégrer et nous poserait des problèmes insolubles en culture européenne. Ceux qui doutent de l'importance de cet argument ne savent pas que, plus qu'une religion, l'islam est un projet politique, inscrit dans ses gènes et dans ses textes, dont personne ne peut sortir.

Par contre, et c'est un troisième argument, la Turquie est essentielle à la stabilité du Proche-Orient, non seulement parce qu'elle en est le château d'eau et que les problèmes d'approvisionnement en eau vont devenir de plus en plus importants, mais parce qu'elle en est l'un des acteurs majeurs avec L'Iran. Rien ne peut se faire sans elle en Irak, en Syrie, en Arménie, en Géorgie, etc. Ils ont en commun de nombreux et lourds problèmes à traiter qu'ils ne traiteront qu'ensemble, ne serait-ce que le problème des Kurdes à qui il faudra bien finir par donner un territoire, ou celui des pipelines...

La dernière raison est plus pragmatique : la Turquie ne pourrait entrer dans l'UE sans un vote unanime de ses pays membres, ce qui est à l'évidence impensable.

Ne pas prendre acte de ces raisons ouvre la porte à toutes les ambiguïtés et à tous les chantages sources de problèmes. Au delà des frustrations que pourraient provoquer une rupture des négociations avec l'UE, une clarification des frontières futures excluant la Turquie serait source de biens meilleures relations à long terme. Il est souvent plus facile de s'entendre avec des étrangers qu'avec des amis frustrés.

LE DEVELOPPEMENT DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE EST INDISPENSABLE

Pour la paix en Europe

Les générations actuelles n'ont pas conscience de l'horreur des guerres civiles. Même les images télévisées les plus terribles ne peuvent en rendre compte car elles viennent d'ailleurs, de pays moins civilisés. En fait, le monde est tragique et toutes les civilisations ont un jour basculé dans la barbarie. Pourtant, de notre union, on peut attendre moins de guerres et moins de

conflits. C'était la raison la plus connue à ses débuts dans les années 50 et 60 mais largement oubliée dans les jeunes générations. Voilà trente ans que je travaille sur les guerres et je peux témoigner avec force de ce constat : avant d'éclater, les guerres paraissent impossibles et on le comprend facilement tant elles paraissent déraisonnables. Pourtant, il suffit parfois de peu pour que les passions s'exacerbent et les guerres s'engagent irrémédiablement. Quand l'horreur est là, on a du mal à comprendre et à relier l'aveuglement d'avant la guerre avec l'énormité de ce qui arrive. En France et dans la plupart des pays européens, peu de gens savent cela. L'opinion quasi générale est que nous sommes durablement en paix et que la guerre est pour les autres, dans d'autres parties du monde. C'est une grave erreur. Les choses changent plus vite et plus fortement qu'on ne le croit. Qui aurait imaginé la possibilité des révoltes arabes de la Tunisie à la Syrie ? Qui aurait annoncé l'annexion de la Crimée par la Russie ? Qui pensait à l'occupation militaire du Donbass par les Russes ? Qui aurait parié sur l'avènement d'un Donald Trump ? Qui aurait misé sur la volte-face dictatoriale et islamiste de Erdogan en Turquie ? Et qui, après la fin du communisme, avait prévu l'avènement d'un tel totalitarisme islamiste ? La réalité dépasse souvent la fiction et on aurait tort de croire à la paix éternelle en Europe. Aujourd'hui les guerres diffèrent totalement de celles du passé, elles sont civiles et les victimes sont civiles.

L'Union, telle qu'elle est aujourd'hui conçue n'est pas en mesure d'assurer notre sécurité, elle ne dispose d'aucune structure de sécurité ou de défense et individuellement, nos nations sont trop petites pour prendre des dispositions qui relèvent d'un niveau continental et supranational. Soyons clair : depuis que l'OTAN, c'est à dire les USA ne garantissent plus la paix en Europe, notre continent est aujourd'hui sans défense. Nain politique dans un monde qui change à toute vitesse, comme jamais dans l'Histoire du monde, elle n'est pas à la hauteur de nos besoins les plus élémentaires. Imaginons seulement qu'à l'occasion d'un conflit mondial ou d'une crise grave, la Russie profite de la faiblesse européenne et de l'isolationnisme américain pour annexer les Pays Baltes... Bien des exemples de ce genre incitent à comprendre la nécessité et l'urgence d'une Union plus forte et organisée pour répondre à des besoins élémentaires. Des changements considérables nous attendent et l'avenir, n'ayant jamais été aussi imprévisible, nous oblige à construire d'urgence des structures continentales de stabilité et de paix.

Pour une meilleure gouvernance de nos pays

La qualité de nos gouvernements passe par des hauts et par des bas, soit parce que nos élus, obligés de répondre aux attentes à court terme de leurs électeurs, sont conduits à négliger le long terme, soit parce qu'ils ne sont pas à la hauteur de leur fonction. Il est rare de disposer de grands dirigeants ayant à la fois une juste vision d'avenir pour leur pays et la capacité de la mettre en œuvre grâce à leur intelligence, leur charisme et leur courage, comme de Gaulle, Churchill, Mandela et bien d'autres... Il nous arrive d'être dirigés par des incapables, des extrémistes ou des idéologues et plus souvent par des gens moyens, plus ou moins opportunistes. L'Union européenne répond à cette difficulté : elle établit un contre-pouvoir limitant les excès des pouvoirs en place, un guide et un cadre de gouvernance. **La double gouvernance** qu'elle impose de fait dans chaque pays membre limite les écarts trop grands ou la bêtise de certains gouvernements. Nos démocraties disposent déjà de contre-pouvoirs avec leur parlement, leur appareil judiciaire, leurs électeurs et la société civile, mais à l'usage on s'aperçoit que ce n'est pas suffisant. Les pouvoirs des institutions européennes ont été voulus et votés par les pays membres et l'usage montre qu'ils ne sont pas de trop. C'est le cas par exemple lorsqu'un gouvernement ne respecte pas ses engagements, contrevient aux lois européennes ou commet des actes inacceptables. L'avènement au pouvoir d'un nouvel Hitler dans un pays de l'Union serait aujourd'hui un peu mieux encadré même si, a contrario, on peut regretter que l'Union soit encore trop faible face à de tels aventuriers.

Pour peser dans le monde

L'Europe doit être forte pour ne pas être marginalisée lors de décisions importantes par rapport aux grands pays comme les USA, la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil... Il n'est pas normal que la BNP ait été obligée de payer 8 milliards aux Américains compte tenu des règles léonines du dollar, monnaie d'échange incontournable. Il n'est pas normal que les Américains imposent au monde entier de respecter leurs propres sanctions contre l'Iran et la dénonciation de l'accord qu'ils ont signé 3 ans plus tôt avec ce pays. Il n'est pas normal que les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) ne paient pas en Europe les impôts que justifierait leur volume d'activité en Europe. Et que toutes les entreprises du monde puissent acheter des volumes incroyables d'information sur notre vie privée, nos goûts personnels, etc. Face à de tels géants industriels nous ne pouvons plus lutter en ordre dispersé, nous avons besoin d'unir nos forces dans un ensemble continental. Pour tenir tête à l'unilatéralisme américain, il est essentiel, grave et urgent, de doter l'UE d'une puissance politique capable de résister. La Chine, grâce aux progrès digitaux, notamment à ceux de la reconnaissance faciale et à son système de "crédit social" attaché à chaque individu, est en train de contrôler puissamment sa population dans le pur style Big Brother : si tu traverses une rue au feu rouge ou si tu paies une facture en retard, etc. ton crédit de points baisse et, en dessous d'un seuil, tu ne peux plus voyager. Face à des nouveautés comme celles-là qui ne cessent de s'accumuler et de changer le monde à grande vitesse, nous ne faisons pas le poids et perdons inexorablement nos libertés. Le mot gravissime ne semble pas excessif. Nous avons laissé faire la Russie lorsqu'elle a semi-annexé les deux provinces géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud en 2008, puis la Crimée en 2016 et maintenant peut-être l'Est ukrainien. Nous n'avons pas été capable d'empêcher un pays comme la Syrie d'utiliser des armes chimiques. Nous n'avons pas été capable d'empêcher les USA d'attaquer l'Irak en 2003 ce qui fut une dramatique erreur, comme d'ailleurs aussi au Vietnam, en Somalie, en Afghanistan... Le désengagement d'Obama, l'inculture, l'isolationnisme et l'imprévisibilité de Trump montrent bien que nous ne pouvons plus compter sur la seule puissance américaine. Par notre faiblesse politique et militaire, nous ne sommes pas capable de peser contre les décisions inacceptables des grands pays du monde qui, finalement, coûtent très cher. Ceux-ci font tout pour maintenir cette faiblesse qui les arrange, par exemple en soutenant la candidature de la Turquie à l'UE.

Il existe un large consensus pour dire que l'Union Européenne est un nain politique alors qu'elle est l'une des premières puissances économiques, scientifique et technique, du monde, qu'elle a une grande expérience en matière de culture, de vie démocratique, de cohabitation interétatique, de guerres et de gestion de conflits... Malgré les blocages actuels qui empêchent tout renforcement de l'Union (Brexit, Pologne, Hongrie...) l'idée d'Europe puissance fait son chemin. Cela signifie qu'elle parle d'une seule voix et qu'elle dispose des moyens militaires et financiers pour que sa voix soit entendue. Cela suppose une présidence commune et, corollaire, un parlement puissant capable de lui faire contrepoids.

Le monde change à grande vitesse et les forces dont nous avons besoin ne sauraient ressembler à celles que nous avons connues, c'est à dire seulement militaires. Elles seront nécessairement plus sophistiquées pour être en mesure de contrer les nouvelles formes d'agression en constante évolution (terrorisme, islamisme, cartels de drogues, guerres idéologiques ou psychologiques, immigrations massives, attaques informatiques, propagandes massives, menaces ou chantages nucléaires, etc.).

Face aux forces mauvaises qui le parcourent, le monde a besoin d'une Europe forte, parce que, grâce à ses processus internes de fonctionnement concertatifs, l'Europe apparaît souvent, sur chaque sujet, comme sage, compétente et expérimentée ; parce que l'ONU est souvent trop faible face à l'énormité des enjeux, face au pouvoir de puissances financières illicites, dangereuses ou dominatrices et face au pouvoir incontrôlable de puissances politiques qui ne respectent rien.

Parce que le temps des états d'âme est terminé

Pour ceux qui en doutent encore, voici quatre énormes défis qui sont devant nous et que nous ne pourrions maîtriser, ne serait-ce que partiellement, dans la division actuelle de l'Europe :

- l'explosion démographique de l'Afrique : 4,5 milliards d'habitants annoncés à la fin de ce siècle contre 1,3 milliard actuellement et 130 millions il y a un siècle. Cela n'ira pas sans poser des problèmes considérables

- l'importance des menaces écologiques qui pèsent sur la planète. Il est clair aujourd'hui que nous sommes très en deçà des dispositions nécessaires pour y faire face et que celles-ci nécessitent beaucoup plus d'unité et d'autorité. Notons au passage qu'il n'y a pas un seul de ces drames écologiques qui ne soit dû au trop grand nombre d'habitants sur la terre ; déjà qu'à 7 milliards nous courrons à la catastrophe, nous allons allègrement vers 11 milliards !

- la rapidité et l'énormité des changements dus aux évolutions technologiques dans les domaines du savoir, de la communication, de l'éducation et de l'intelligence artificielle. Ils posent des problèmes plus nombreux et plus importants que l'humanité n'en a jamais connus.

- la situation de l'euro qui, empêchant les pays de sa zone de dévaluer en cas de nécessité, n'est pas viable à long terme sans un renforcement de l'union politique des pays concernés

Compte tenu de l'importance et de la gravité des challenges qui nous défient, nous ne pouvons plus nous payer le luxe d'avoir ou non envie d'une Europe puissance. Le choix est simple, ou nous voulons encore peser sur notre destin ou nous nous en remettons aux grands de la planète et à notre gestion du court terme. Il n'y a donc plus de choix, le progrès de l'UE est devenu une contrainte, il ne peut plus être autre chose qu'une nécessité absolue, et donc une ambition.

La question devient alors comment faire.

FÉDÉRATION PARTIELLE

Fédération ou confédération ? La différence entre ces deux formes d'États est mal connue. Voici ce qu'en disait Robert Redslob, doyen honoraire de la faculté de Strasbourg en 1959.

"A l'heure actuelle, quand on discute la manière de construire l'Europe ou de charpenter la Communauté française on parle beaucoup, un peu à tort et à travers, de fédération et de confédération. Ces termes ne sont pas précis. Il faut opposer États-Unis fédéral et confédération. L'option est entre ces deux types bien définis qui se font face et dont l'un est d'ordre constitutionnel, l'autre d'ordre international.

Commençons par la confédération. C'est un traité, pas autre chose. Un traité particulièrement astringent, il est vrai. Car la confédération suppose la mise en commun d'activités essentielles, qui sont propres à l'États-Unis, et un organe pour les mener conjointement. La confédération peut aller très loin. Elle peut même créer une diplomatie, une armée unique. Elle peut avoir un Parlement. Elle peut avoir une charte qui ressemble étonnamment à celle d'un États-Unis fédéral. Mais la confédération reste toujours un phénomène contractuel. C'est dire qu'elle se noue entre des États-Unis préexistants et qui restent souverains.

Les modèles historiques de ce genre sont présentés par la Confédération helvétique de 1815, la Confédération germanique de la même année et la Confédération des républiques nord-américaines de 1776, établie lors de la guerre d'indépendance.

L'États-Unis fédéral est tout autre chose. C'est un États-Unis, le nom le dit. Il relève du droit public et non du droit des gens.

L'édifice est en deux étages. On observe, en l'espèce, une superstructure d'organismes politiques. Il y a d'abord des États-Unis individuels, bien caractérisés et qui ont leur vitalité propre ; ce sont de vrais États-Unis, qui ont tenu leur rôle dans l'histoire. Or au-dessus de ces États-Unis, les primant de sa supériorité, s'élève un autre, un nouvel États-Unis qui les embrasse tous et attire à lui des fonctions d'importance première. C'est lui qui est souverain. Les États-Unis particuliers ne le sont plus. Ils sont réduits à un statut de dépendance.

Les types du genre ont été la Suisse depuis 1848, l'Empire allemand depuis 1871, et les États-Unis États-Unis de l'Amérique du Nord depuis 1789. Invoquer ces exemples est constater que normalement la confédération prépare l'États-Unis fédéral, qui apparaît comme sa consolidation.

Il résulte de ces données que la naissance de l'Etats-Unis fédéral équivaut à une action créatrice partant des populations. Car la formation d'un Etats-Unis n'est pas une œuvre qui s'accomplit tout simplement, comme la confédération, par un texte que des gouvernements élaborent autour d'une table ronde. La formation d'un Etats-Unis est une génération organique. Il faut, pour qu'un Etats-Unis voie le jour, un grand mouvement psychologique parmi les populations qui sont appelées à vivre sous son égide. Il faut, de leur part, une adhésion, une soumission, bref un consentement. Bien entendu, ce consentement peut être plus ou moins dynamique. Mais toujours faut-il que les populations reconnaissent une autorité nouvelle à qui elles sont prêtes à obéir dans un esprit de fidélité.

Cela n'empêche pas que la constitution de l'Etats-Unis fédéral soit préparée par des hommes politiques qualifiés. Mais ils ne pourront que proposer la charte. Aux populations de l'accepter par une puissante fluctuation des esprits, un acte politique novateur, qu'il s'exprime par un référendum ou autrement.

Quant aux Etats-Unis qui seront désormais incorporés au système, ils peuvent consentir d'avance à leur changement de statut, afin d'éviter l'apparence d'un coup de force. Les traités de novembre 1870 entre les Etats-Unis d'Etats-Unis en sont un exemple.

Il reste que la naissance d'un Etats-Unis fédéral est un bouleversement de la vie et des conceptions politiques du passé. Elle ne va pas sans une modulation profonde de la conscience civique. C'est précisément pourquoi, dans les trois cas classiques par nous observés, l'Etats-Unis fédéral a été préparé, dans les esprits, par la confédération qui a créé l'habitude de coopérer et de se mettre dans le sillage d'une volonté commune.

En somme, une vérité reste entière : pas d'Etats-Unis fédéral qui ne surgisse des convictions et de l'élan constructif des populations. Il faut que les populations le veuillent et se rangent spontanément sous sa bannière. L'édification de l'Etats-Unis fédéral n'est pas, dans son essence, un acte juridique ; c'est un acte historique. Il prendra une forme de droit, mais il est forgé en marge du droit par le marteau du destin.

En conclusion : l'Etats-Unis fédéral, personne n'en disconvient, est une forme politique de grande valeur. Il a fait ses preuves dans l'histoire. On peut trouver en lui d'heureuses solutions d'avenir. Toujours faut-il retenir une chose : l'expérience nous a enseigné que l'Etats-Unis fédéral, ayant besoin d'une assise psychologique, ne s'improvise pas, mais est l'aboutissement d'une évolution. Cependant nous vivons en un temps où la vitesse triomphe de manière étourdissante. Alors on peut imaginer que les anciennes mesures ne valent plus."

Ce texte permet de comprendre que la création d'une Europe puissance implique la mise en œuvre d'une fédération, que celle-ci nécessite l'assentiment de ses populations et que cet assentiment est problématique dans la situation actuelle où se développent les replis sur soi sous forme de nationalismes, de populismes et d'extrémismes.

Le débat entre ces deux formes que pourrait prendre l'Union européenne était bloqué par les Britanniques car leur position anti fédérative était nette. De plus, le vote français en 2005 contre la constitution européenne avait fermé le débat et l'on peut dire aujourd'hui que l'Union européenne est une confédération, c'est à dire une union d'États indépendants reliés par contrats librement acceptées selon des procédures convenues.

Si donc aujourd'hui nous voulons construire une Europe puissance, on peut dire que le débat est moins bloqué, non seulement par le départ des Anglais mais par la possibilité des coopérations renforcées entre États membres que permet l'Union, nous pouvons donc y réfléchir.

Trop souvent, le débat était posé de manière binaire et, devant ce tout ou rien, certains ont parlé d'utopie. Mais c'est oublier qu'on peut avancer vers seulement quelques éléments de fédération dans les seuls domaines où c'est indispensable pour exercer la puissance comme les affaires étrangères, la défense et l'économie, et laisser aux pays membres un maximum de pouvoirs dans tous les autres domaines comme l'intérieur, la justice, l'éducation, l'industrie, l'agriculture, l'équipement, le territoire, l'écologie, la santé, le travail, la culture, les sports...

C'est aussi oublier qu'on peut avancer vers cette union renforcée avec seulement quelques États volontaires. Cette approche, limitée aux pays qui le veulent, est une manière pragmatique d'avancer et d'éviter ce vain débat entre fédération et confédération. Elle conduit pourtant à un

abandon partiel d'indépendance au profit d'une autorité commune. Mais est-il préférable d'être maître d'une politique étrangère inaudible, ou de partager sa maîtrise avec d'autres pour être efficace ? Le choix est évident. Il conduit évidemment à disposer d'une présidence européenne, démocratiquement élue, aux pouvoirs réels en matière de politique étrangère, de défense et d'économie. Cette avancée favorisera grandement le sentiment d'union et de destin commun entre Européens.

La mise en œuvre d'une "fédération partielle" dans les trois domaines cités n'est plus un choix mais un impératif majeur. C'est d'autant plus évident à l'heure où les Américains veulent se dégager de la défense européenne et n'offrent plus de garantie de leur engagement. L'existence d'une Europe puissante est d'ailleurs le meilleur service que nous puissions leur rendre.

Il restera à vendre l'idée aux populations concernées mais, passé le Brexit, cela devrait être possible puisque le caractère impératif s'impose avec des arguments très motivants. Nous y reviendrons.

LES LANGUES

On ne saurait construire l'Europe sans la volonté de ses peuples. Cela fait dire à certains qu'il est utopique d'en faire autre chose qu'une zone de libre échange. En l'état actuel, ils n'ont pas tort parce que nos peuples ne parlent pas la même langue. Seules des élites multilingues peuvent échanger. Il est illusoire de penser plus d'Europe si les gens ne sont pas en mesure de se comprendre.

Pour construire l'unité américaine à partir de populations venant de tous les pays du monde, les dirigeants américains ont proposé au peuple de voter pour choisir la langue commune et c'est ainsi que l'anglais est devenu la langue unique des Etats-Unis. Cette solution est inacceptable pour l'Europe car elle conduit à supprimer des langues.

C'est pourquoi l'Union a choisi le multilinguisme et elle a eu raison de le faire car il importe que chaque pays conserve sa langue, sa culture et ses spécificités qui sont une richesse.

Il existe pourtant une autre solution permettant à la fois de se comprendre et de conserver les langues nationales. Elle consiste à disposer d'une langue commune pour les seuls échanges qui imposent de se comprendre. Pour cela, chaque citoyen européen pourrait disposer d'un minimum de deux langues, la sienne et la langue commune européenne convenue d'un commun accord. L'école et les familles assureraient leur apprentissage obligé, et ceci dès le plus jeune âge, dès la maternelle, là où les secondes langues s'apprennent facilement et sans accent. Mes petits-enfants issus d'un mariage franco-chinois, comprenaient le français, le chinois et l'anglais dès l'âge de trois ans. De plus on a progressé dans la compréhension de cet apprentissage juvénile.

Reste à définir cette seconde langue obligatoire et là, plusieurs possibilités. Ce pourrait être l'anglais puisque c'est aujourd'hui la seconde langue la plus courante dans l'Union et dans ce cas, une simple décision du Parlement européen suffirait à en initier l'obligation. On pourrait aussi envisager un vote général des peuples européens, à deux tours afin de dégager un accord majoritaire sur l'une des langues européennes. Cette solution est plus lourde mais elle aurait l'avantage de fonder un élément majeur de l'unité de nos pays : la langue véhiculaire et, plus encore, le choix démocratique de cette langue. Parallèlement, l'Union s'engagerait par voie constitutionnelle à ne pas combattre l'emploi des langues vernaculaires de chaque pays qu'il importe grandement de conserver et de faire vivre. Elles sont de précieux trésors. L'absence de prétention hégémonique de la langue véhiculaire retenue éviterait toute crispation identitaire.

Nota : alors que la langue vernaculaire est celle qui fonctionne le plus naturellement dans un groupe, la langue véhiculaire est celle qui est utilisée entre plusieurs groupes. Selon Wikipédia, cette distinction se retrouve dans les échanges commerciaux d'aujourd'hui, où l'anglais sert de langue véhiculaire face à la multitude des langues vernaculaires.

Sur ce sujet sensible, une fenêtre d'opportunité s'ouvre avec la sortie de l'Angleterre de l'Union. Par son absence du vote, la consultation serait plus ouverte, le choix de l'anglais restant

bien sûr une possibilité. Et même une facilité dans la mesure où elle est largement répandue dans les échanges commerciaux du monde.

A cette occasion, soulignons l'importance qu'un vote européen, le même jour sur un même sujet, pourrait avoir sur le sentiment d'appartenance européenne. Idée à suivre en d'autres occasions.

LES VOIES DE L'ASSENTIMENT POPULAIRE

On ne construira l'Europe que sur un réel désir d'Europe au sein de nos populations. Pour cela il faut **qu'elle apparaisse d'abord comme un besoin** et non pas seulement comme un marché ou un ensemble de règles. Elle est déjà par nature une communauté d'intérêts, d'identité, de culture et d'histoire, qui n'est pas suffisamment ressentie à sa vraie valeur.

Hubert Védrine dit que les gens ont besoin d'identité, de souveraineté et de sécurité.

- Identité : ils veulent rester ce qu'ils sont, c'est à dire à la fois français, bretons, parisiens, européens. Leur nationalisme se développe principalement face à l'emprise de la culture islamiste qui entend la modifier.

- Souveraineté : dans ces identités, ils veulent pouvoir influencer leur destin. Cela suppose un renforcement des processus démocratiques d'intervention sur les pouvoirs européens, implique une vraie politique de subsidiarité et un nouveau partage des domaines respectifs de pouvoir.

- Et sécurité : ils veulent d'une Europe qui les protège. Ils veulent être mieux protégés des excès de la mondialisation. Ils ne veulent pas de l'Europe sans frontières que nous avons actuellement et des violences que cela entraîne.

Ces demandes là sont assumées aujourd'hui par les États mais avec des résultats insuffisants. Alors que l'Union devrait compenser ces faiblesses, elle apparaît au contraire comme leur cause lorsqu'elle prend des décisions concernant l'immigration qui ne correspondent pas à la volonté populaire. Dès lors, comment s'étonner des réticences qu'elle rencontre. Il ne sert à rien de chanter ses louanges, il faut en priorité être attentif aux besoins populaires.

La priorité suivante est le développement économique. L'Union ne se développe qu'avec l'assentiment des peuples et l'on sait maintenant que celui-ci n'est pas possible en période de marasme économique.

Le rêve européen existe et n'est pas à négliger. L'Europe fait rêver à l'extérieur : en témoignent l'abondance de l'immigration et l'admiration qu'elle suscite dans les pays du monde, alors pourquoi fait-elle moins rêver à l'intérieur ? Sans doute pour de nombreuses petites raisons liées à nos modes de fonctionnement encore balbutiants, au rôle de bouc-émissaire facile qu'on lui donne trop souvent, à notre méconnaissance de ce qu'est réellement l'Union, de ses fonctionnements, de ses œuvres, de ses leaders, à notre focalisation par trop excessive sur nos politiques nationales, et surtout me semble-t-il parce que nous avons le nez dans le guidon, nous sommes trop près de l'actualité, trop près des difficultés journalières et pas assez en vision de recul sur ce qui prépare un avenir meilleur.

Les médias pourraient saisir toutes les occasions d'aider nos concitoyens à prendre le recul nécessaire, à toujours privilégier le long terme sur le court terme en montrant qu'il est la meilleure source de la richesse et du progrès. Ce n'est pas facile pour eux parce que cela n'attire pas les foules. C'est pourquoi, il faut approcher le sujet par le rêve. J'imagine des dessins animés, des jeux, des fictions, des films ou des séries dans lesquels un héros réalise l'unité de tribus ou d'une région ou d'un pays. Par exemple Garibaldi ou Cavour réalisant l'unité italienne, Churchill suggérant l'unité européenne...

Les écoles pourraient être fort utiles pour développer ce rêve dans l'esprit des jeunes de 10 à 20 ans. Il s'agit de valoriser les visions à long terme, d'apprendre à décrypter les biais de l'information journalistique, de réfléchir sur l'idée que l'union fait la force, que la force peut exister sans la violence, que la puissance permet d'éviter la violence, que nous avons une identité européenne et en même temps une identité française que nous aimons sans que toujours nous nous en rendions compte. De la même manière qu'on peut être bouddhiste et cambodgien, nous

avons plusieurs identités et il est stupide de penser que l'une empêche ou nuit à l'autre. Nous voulons passionnément rester français mais nous sommes "aussi" européens. Et si nous en doutons, il suffit de voir l'incroyable suite de modifications des frontières intra-européennes depuis dix siècles. <https://www.youtube.com/watch?v=2GwArLzQn9Q>
<https://www.youtube.com/watch?v=dzdoNOUdM-E>

La richesse par l'union. L'Histoire économique montre que l'acquisition de richesse est plus facile dans un grand pays que dans un pays moyen, tout simplement parce que la clientèle y est plus abondante et qu'une idée de vente y trouvera toujours un plus vaste débouché. L'Union actuelle n'a pas libéré tout son potentiel de richesse, soit du fait de la barrière des langues, soit par celle de l'Euro encore limité à quelques pays membres, soit par le manque de communication et de connaissance réciproque. On ne sait pas assez que plus nous serons unis plus l'économie sera forte.

L'espoir de prospérité induit le dynamisme et l'audace économique. Des historiens constatent que les peuples attachent plus d'importance à l'espoir que l'actualité leur offre qu'à leur niveau de vie. Par exemple, sous Napoléon III, les Français vivaient bien moins confortablement qu'aujourd'hui mais, étant plus confiants dans l'avenir, s'y investissaient ; ils créèrent la prospérité de cette époque. Aujourd'hui, alors que nos compatriotes sont moroses à bien des égards, nous ne leur proposons rien alors que l'UE est un chantier magnifique, un rêve plus passionnant que ce qui nous est journallement présenté.

Il faut visiter les pays de l'Union. Il y a vingt ans, je m'étais fixé pour objectif de les visiter tous (y compris les candidats) avec mon épouse ; nous en sommes à 26 sur 33 et en sommes enthousiasmés. L'Europe est belle, très belle, à la fois très diverse dans ses formes, ses habitudes et ses paysages mais très homogène dans sa culture et son esprit. Elle recèle d'incroyables trésors de tourisme, de peuples attachants et de coutumes séduisantes. Bref de quoi être fier d'y vivre, de vivre ensemble et de profiter de nos différences. Et il y a mille autres manières de valoriser tout cela et mille manières aussi d'éviter de ne parler que de ce qui fâche.

L'Europe ne peut se construire sur des objectifs négatifs (ex. plus de guerre, moins d'immigration ou moins de Bruxelles...), il faut qu'elle corresponde à **un idéal**, à quelque chose de noble et attirant. Et cela, alors même que deux obscurantismes se développent puissamment autour de nous, le populiste et le religieux. Cet idéal doit être compréhensible des peuples comme le furent les idéaux de la Révolution française construits par les philosophes des Lumières : tout le monde comprend que la liberté est mieux que l'asservissement, que l'égalité des femmes est irréversible, que la fraternité est belle bien que toujours difficile, que les solutions non violentes sont préférables à la violence, qu'un État de droit apporte plus de richesses qu'une dictature, que les croyances peuvent être une belle chose mais qu'elles sont dangereuses lorsqu'elles deviennent collectives et obligatoires, que la vérité est une condition de la paix, que ce qui ne va pas n'est pas toujours de la faute des autres, que l'union fait la force, etc. C'est ce qu'on appelle les Lumières. Malgré des périodes et des zones de ténèbres, elles éclairent le monde depuis plus de deux siècles, elles nous éclairent encore mais sont gravement en danger. N'oublions jamais qu'une lumière peut s'éteindre et que la plupart des civilisations ont été suivies de noires et longues périodes de barbarie. La culture des Lumières doit être partagée à grande échelle et atteindre les masses populaires.

En annexe

Les Lumières ou rien - Par Mohamed Ali Al-Mahmoud, journal Al-Riyadh, du 7 juillet 2016

"Soit les Lumières, soit l'arriération, l'extrémisme et le terrorisme. Il n'y a pas d'autre choix. Cela peut paraître trop binaire, et nombreux sont ceux qui y verront une forme d'intolérance, en contradiction avec les valeurs mêmes des Lumières. C'est pourtant ainsi que les choses se présentent. Dans les grandes lignes, le monde d'aujourd'hui correspond aux écrits des philosophes des Lumières du 18^e siècle. Les religieux, y compris les plus conservateurs, vivent dans ce monde régi par les principes des Lumières et jouissent de ce que ceux-ci ont apporté en termes matériels. Et pourtant, ils croient encore qu'ils vivent dans un monde à part où ils auraient le choix d'accepter ou de refuser cet héritage. Les Lumières ont aussi produit la Déclaration des droits de l'homme adoptée lors de la Révolution française de 1789. Cette déclaration a consacré un certain nombre de principes, en premier lieu celui de la liberté. Elle a également investi chaque individu des mêmes droits que les autres. Cette approche dépasse toutes les expériences précédentes en ce domaine. Par conséquent, c'est une rupture avec ces expériences, avec un passé qui pouvait comporter des contradictions avec les droits humains fondamentaux. Certaines pratiques étaient considérées comme licites dans le passé, en vertu des textes anciens. Aujourd'hui, plus personne n'oserait dire qu'il faudrait renouer avec elles. Il n'y a que [les groupes terroristes comme] Daech, le Front Al-Nosra [rebaptisé Front Fatah Al-Cham], Boko Haram – pour ne citer que ces exemples-là – qui osent le faire. Ainsi, nous sommes tous, sans le savoir, plus ou moins le produit des Lumières. Aujourd'hui, du point de vue littéralement physique, nous vivons tous dans un monde façonné par l'époque des Lumières. Aussi, rêver ouvertement ou secrètement de rompre avec ces principes, c'est prendre le risque de devenir schizophrène. On a alors le choix entre rejoindre Daech en laissant derrière nous notre vie actuelle ou abandonner notre rêve, lié à un passé révolu, et le laisser se dissoudre dans l'oubli. Prenons l'exemple des femmes. Pendant des siècles, elles étaient marginalisées et opprimées à travers le monde. Elles ne se sont libérées qu'à la faveur du principe de l'égalité entre les êtres humains, quels que soient leur sexe, leur religion, leur appartenance ethnique et leur position sociale. Ces droits humains hérités des Lumières et au nom desquels il y a eu une révolution il y a plus de deux siècles protègent les individus de toutes les violences, qu'elles soient verbales ou qu'elles produisent le pire, à savoir les exécutions et les tortures, pratiquées par des organisations terroristes ou par des États. La culture des Lumières doit être partagée à une grande échelle pour atteindre les masses populaires. Quand ces masses populaires ont une culture passéiste, ancrée dans les malheurs de l'histoire, on peut s'attendre à ce qu'elles reproduisent ces mêmes malheurs. Autrement dit, si nous voulons produire une réalité sociologique réconciliée avec elle-même et avec le monde contemporain, il faut arracher les masses populaires à ce vieux marécage dans lequel elles baignent et qui érige en vertu la haine, la négation des droits d'autrui et le conflit avec le reste du monde, si ce n'est la soif de conquête. À défaut de changer de boussole au profit d'une culture des Lumières, nous laissons la voie libre aux représentants de l'ignorance et de l'abêtissement. Et qui, en outre, sont convaincus de prêcher la bonne parole."

Pour Nicolas Baverez, dans Le Point du 22/11/18, tant que l'armée européenne est irréaliste chez nos voisins, il importe d'assurer la sécurité de l'Europe par

"La construction progressive et pragmatique de l'autonomie stratégique du continent. Et ce autour de cinq axes :

- La reconnaissance du rôle clé de l'Otan pour faire face à la Russie et gérer la démocrature turque
- La définition d'une réponse commune aux risques non couverts par l'alliance, notamment le terrorisme, la stabilisation des Balkans et la maîtrise des flux migratoires
- La remontée en puissance coordonnée des budgets et des forces
- Le renforcement de la coopération opérationnelle, notamment avec le Royaume-Uni, grâce à l'extension des traités de Lancaster House
- Le soutien de l'industrie de défense et de l'innovation, notamment dans l'espace qui se militarise rapidement et dans l'intelligence artificielle